

# LUTTE DE CLASSE

**Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

- NOVEMBRE 1964 -

## LES SYNDICATS AU JOURD'HUI

Il est rare d'entendre aujourd'hui un travailleur défendre les syndicats d'une façon inconditionnelle. Tout militant qui a les pieds sur terre critique vivement le manque de combativité des organisations syndicales. Mais souvent ses critiques portent sur des points de détail et le même militant continue à "travailler" dans les syndicats et y occupe parfois un petit poste de responsabilité.

Quels sont ses arguments?

- les syndicats sont impuissants parce qu'ils sont divisés;
- il ne faut pas faire le jeu des patrons;
- on pourra redresser les syndicats;
- il faut bien une organisation qui défende chaque jour les revendications des travailleurs;
- les syndicats sont encore forts.

Pour répondre à ces arguments, il faut faire une analyse d'ensemble du rôle joué par les organisations syndicales sous le capitalisme moderne.

Les premiers syndicats ont effectivement été des organisations de

lutte. L'anarcho-syndicalisme a été la forme la plus élevée de ce mouvement, qui a arraché aux patrons un certain nombre de concessions importantes à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup>. Il ne faut pas oublier qu'une des revendications mises en avant chaque 1er Mai était la journée de huit heures.... Rappelons également que ces syndicats invitaient les travailleurs à ne faire confiance qu'à eux-mêmes et étaient internationalistes.

Mais les organisations de lutte créées par la classe ouvrière qui n'arrivent pas à renverser la société capitaliste sont toujours, soit brisées, soit domestiquées par la classe dominante. Les syndicats ne pouvaient échapper à cette règle. Ils ont évolué vers des formes d'organisation hiérarchisées qui reproduisent exactement celles de la société capitaliste. Le rapport du syndiqué avec son secrétaire de section et les dirigeants de son syndicat sont de plus en plus les mêmes que ceux de l'ouvrier avec son contre-maître et la direction de son entreprise. Comme à l'usine, on lui demande de faire confiance à des "experts" qui régleront à sa place ses problèmes de travailleur. Les chefs décident pour lui des revendications

à mettre en avant et de la façon de les faire aboutir, et constituent ainsi une couche de "spécialistes", distincte de la classe ouvrière.

En même temps, les concessions que les capitalistes ont dû faire sur les salaires, ils les rattrapent en exigeant une productivité accrue dans le travail. Cela signifie concrètement pour les travailleurs: des cadences infernales, des salaires très différenciés par catégorie, une discipline très serrée (le bâton) ou une tentative d'association à la gestion (la carotte), une incroyable anarchie au niveau de la production et surtout la prolifération d'organismes divers qui ont pour but de contrôler très étroitement la force de travail de chaque ouvrier ou employé.

Les patrons ont créé leurs propres organismes de surveillance: services du personnel, de "relations humaines", d'organisation soi-disant scientifique du travail avec ses agents: les chronométrateurs. Mais ces services ne sont pas assez nombreux, ni assez qualifiés car il y a peu d'anciens ouvriers qui acceptent d'y travailler et d'apparaître ainsi comme des "jaunes". Les capitalistes ont alors essayé d'utiliser les syndicats pour compléter leur encadrement avec une bureaucratie d'origine ouvrière.

Si tel ou tel militant sincère n'est pas en cause, il faut bien reconnaître que les syndicats jouent parfaitement leur rôle: ils discutent des taux d'augmentation de salaires qui sont nécessaires à une saine expansion capitaliste, réclament des augmentations hiérarchisées et des primes liées à la productivité, ils ne mettent jamais en cause l'autorité des chefs ou de la hiérarchie en général et, surtout, acceptent la gestion capitaliste de la production et de la société. La signature d'accords d'entreprise récents de collaboration de classe (Pennel et Flipo, Messier) n'est que l'aveu d'un état de fait: l'intégration des syndicats au personnel d'encadrement traditionnel. Mais il faut bien comprendre que cette

intégration n'est ni nouvelle, ni propre à la V<sup>e</sup> république. Elle est acquise depuis plusieurs décades et reprocher seulement aux syndicats la signature de ces accords, c'est s'attaquer à l'effet plutôt qu'à la cause.

Dans les pays dits "socialistes" où le capitalisme bureaucratique s'est entièrement substitué au capitalisme privé, les syndicats sont d'ailleurs partie intégrante de la classe dirigeante. Ils sont ouvertement chargés de maintenir "l'ordre" et la discipline dans les usines et de briser la résistance ouvrière. Ils sont autant haïs par les travailleurs que la police politique et une des premières mesures des Conseils Ouvriers hongrois, lors de la révolution de 1956, a été de prononcer leur dissolution au même titre que celle des autres organes du pouvoir bureaucratique.

Il est donc facile de répondre à ceux qui défendent, même d'une façon critique, les syndicats :

- " Les syndicats sont impuissants parce qu'ils sont divisés ".

Constatons d'abord que cette division n'est pas un hasard; elle est une conséquence de la soumission des syndicats à un parti politique; sous la IV<sup>e</sup> république: colonisation de la C.G.T. par le P.C., de F.C. par la S.F.I.O. et de la C.F.T.C. par le M.R.P. Actuellement, un reclassement est en train de s'opérer, les bureaucrates les plus clairvoyants de F.C. et surtout de la nouvelle C.F.D.T. essayant de constituer un syndicat de type "américain" plus conforme aux nécessités du capitalisme moderne.

Mais si nous considérons la situation dans les pays où les syndicats sont unis (Allemagne, Angleterre, Etats-Unis), nous constatons qu'ils sont, au moins autant qu'en France, un frein à la lutte ouvrière.

"L'impuissance" des syndicats n'est donc pas due à leur division mais bien à leur caractère de rouage de la société d'exploitation.

" En critiquant les syndicats, on fait

le jeu des patrons ".

Il est vrai qu'une petite fraction fascisante du patronat attaque encore les syndicats traditionnels et voudrait leur substituer des syndicats "indépendants", plus ou moins fascistes. Mais il s'agit là d'une tendance très minoritaire chez les capitalistes: les déclarations, reproduites dans ce numéro, de GRANDVAL, Ministre du Travail gauliste, ne laissent aucun doute à ce sujet.

Toutes les grandes entreprises utilisent les autres syndicats (CGT, CFTC devenue CFDT, FO) pour encadrer les travailleurs. Ce que les capitalistes français, anglais ou américains reprochent au régime franquiste, c'est justement d'avoir mis en place des syndicats "verticaux", sans base réelle dans la classe ouvrière, qui n'ont pu empêcher les grandes grèves de 1962 (dans les Asturies et le Pays Basque) 1963, 1964. Ils voudraient que Franco leur substitue des syndicats "démocratiques" plus aptes à empêcher les grèves.

- " On pourra un jour redresser les syndicats ".

Il s'agit là d'une illusion profonde, car on peut redresser une organisation ouvrière qui commet des erreurs, mais on ne peut pas modifier la nature d'une organisation qui est devenue un instrument de domination pour la bourgeoisie.

- " Il faut une organisation qui défende chaque jour les revendications des travailleurs ".

Un plus grand nombre de militants constatent que les syndicats sont irréformables mais ils affirment que les travailleurs sont incapables de constituer des organes de classe autonomes (comités de lutte, comités ouvriers) en période calme et qu'il faut bien une organisation pour défendre, au jour le jour, les revendications.

Constatons d'abord que cette position a été théorisée à une époque où la grande majorité des ouvriers étaient

syndiqués, vers les années 1936-1938. Appliquée maintenant d'une façon aveugle et sectaire, elle a conduit un nombre important de militants à prendre à tout prix des responsabilités dans n'importe quel syndicat, y compris celui de la métallurgie F.O., considéré à juste titre comme un syndicat jaune par les ouvriers du rang.

(Toutefois, c'est cette même position que défendent des militants plus réalistes qui sont syndiqués à la C.G.T. Leur argument serait valable si l'on admettait que les syndicats actuels, incapables de renverser l'ordre établi, sont encore capables de mettre en avant des revendications ouvrières. Or, nous avons vu qu'il n'en est rien et que les syndicats sont tellement solidaires de la bourgeoisie que toutes leurs revendications ont un caractère anti-ouvrier: augmentations de salaires minimales et hiérarchisées, etc...

Toute lutte réelle doit donc être menée en dehors des bureaucraties syndicales.

- " Les syndicats sont encore forts ".

Il faut bien s'entendre sur ce point. Dans les grandes usines modernes, et notamment dans la région parisienne, les syndicats sont très faibles. Par exemple, des départements de chez Renault qui ont toujours été très combattifs ne comptent plus que 6 ou 7 syndiqués sur 2.000 ouvriers, sans parler des autres syndicats qui sont inexistantes.

Il est vrai que dans le secteur public, par exemple à l'E.D.F., les syndicats ont une base plus large et un nombre assez important de cotisants. Mais qu'est-ce que les syndiqués demandent alors à leur syndicat? De défendre leur situation individuelle et non d'améliorer la situation de l'ensemble des travailleurs. Le syndicat ne représente plus qu'une sorte de sécurité sociale, capable de fournir des avocats à bon marché. En aucun cas, il ne s'agit d'une organisation de lutte.

.../...

Cependant, il est exact aussi que dans certaines entreprises, surtout des petites boîtes situées en province, la C.G.T. compte encore beaucoup de syndiqués combattifs. Cela est compréhensible car, dans ces entreprises, règent encore les conditions du 19° siècle: salaires très bas, lois sur la sécurité et l'hygiène non respectées, paternalisme grossier etc.... Il est tout à fait normal, dans une telle situation, qu'un militant participe à l'activité syndicale. Il pourra demander la réunion d'assemblées générales fréquentes où il prendra la parole, lutter pour faire respecter à tous moments les principes de la démocratie ouvrière et œuvrer pour la réalisation de l'unité ouvrière à la base en demandant, par exemple, la constitution d'un comité de liaison entre syndiqués et non-syndiqués.

D'autre part, il est exact qu'une poussée ouvrière peut un jour passer par les syndicats. Mais c'est une raison supplémentaire pour ouvrir dès maintenant une autre perspective que celle de l'action syndicale. Car si les travailleurs n'arrivent pas à constituer dans une grève leurs propres organes de lutte, les dirigeants syndicaux pourront, une fois de plus, désarmer le mouvement et renforcer le pouvoir de la bourgeoisie. Ainsi en Belgique, les travailleurs ont répondu d'une façon massive à une attaque contre leur niveau de vie à la fin de l'année 1960 et au début 1961. Mais leur grève générale longue et dure, marquée de bagarres violentes dans la rue, s'est terminée par un échec complet car ils n'ont pas su trouver d'autres formes de lutte que celles proposées par le syndicat.

Les militants honnêtes et sincères qui luttent dans les syndicats ne doivent donc pas se dissimuler ni dissimuler aux non-syndiqués le caractère anti-ouvrier de leur organisation. En agissant dans l'équivoque, ils ne peuvent qu'entretenir la confusion et retarder la prise de conscience nécessaire à toute action efficace.

-----  
Le discours de ....

M<sup>r</sup> Granval,

ministre du Travail ... et sa traduction en clair

L'association des travailleurs, par eux-mêmes et par l'intermédiaire de leurs représentants, à la préparation des décisions aux différents échelons, autrement dit la participation, tel est le véritable sens de l'organisation des relations du travail.

On ne peut sérieusement espérer une intégration psychologique et politique de la classe ouvrière dans la nation, tant que le salarié, au sein de l'entreprise, adoptera une attitude de non-participation.

Le syndicalisme est l'instrument normal et institutionnel du dialogue et

La collaboration de classe, grâce aux délégués syndicaux, tel est le véritable sens de l'organisation des relations du travail.

On ne peut espérer stabiliser le capitalisme que si l'on réussit à faire perdre aux travailleurs leur conscience de classe.

Le syndicalisme en est l'instrument tout indiqué et il faut que nous,

l'on doit s'attendre à le développer et à le protéger au sein de l'entreprise, en permettant aux salariés et à leurs représentants d'avoir une meilleure compréhension et une meilleure connaissance des problèmes de l'entreprise...

Il faut favoriser la formation de militants syndicaux.

Le gouvernement français déposera à la prochaine rentrée parlementaire un projet de loi renforçant l'institution des Comités d'Entreprise...

.... ce projet doit permettre d'asseoir les bases d'un dialogue fructueux qui n'exclut, bien sûr, pas la contestation, qui est l'une des données nécessaires des relations du travail, mais lui confère un caractère constructif hors duquel les confrontations demeurent stériles et vaines et ne débouchent que sur des malentendus qui ruinent tous les efforts du progrès social.

les dirigeants, nous le protégeons, notamment contre les éléments de la base.

ça, c'est clair!

idem.

Ces bêtises sur les contestations, les malentendus et le progrès social peuvent se traduire ainsi: les militants syndicaux et les comités d'entreprise vont nous permettre de discuter; on ne peut en effet parler qu'entre égaux; soyons "constructifs" pour préserver nos profits qui risqueraient d'être compromis par des luttes revendicatives. Un seul mot d'ordre: la paix sociale, le dialogue (fructueux de préférence), le progrès (de notre chiffre d'affaires, sous-entendu).

---

## un syndicaliste moderne

A 48 ans, CONWAY passe dans l'A.E.U. (1) pour un bouillant jeune homme; il est plein d'idées - des idées qui, comme celles de plus d'un syndicaliste moderne, ne paraîtraient guère déplacés dans la bouche d'un homme d'affaires. Il est pour l'efficience (son principal travail jusqu'ici a été l'installation d'un ordinateur au service du contrôle financier) et il est pour les fusions. On pourrait croire que ces idées ne peuvent guère donner lieu à contestation, mais il n'en sera certes pas ainsi de la manière dont CONWAY les entend.... Ce qu'il veut, c'est remplir les services du syndicat d'administrateurs professionnels bien payés (son propre traitement de 2.000 livres sterling étant un premier pas dans cette direction (2). Cela ne sera évidemment pas pour plaire aux "rouges" qui aiment mieux que ce syndicat, très décentralisé, soit dirigé par des volontaires choisis dans les ateliers. Les fusions de syndicats, ainsi qu'une organisation centrale plus forte, sont également calculées pour leur rendre l'existence plus difficile.

(Traduit du " FINANCIAL TIMES ", quotidien financier britannique, en date du 13 Novembre 1964).

(1) Syndicat général des Métallos (en Angleterre, les syndicats sont organisés par corps de métier et non par industrie).

(2) Près de 3 millions de francs légers.

---

## **Ce que nous voulons, c'est :**

Chaque fois qu'il faut décider quelque chose, le discuter librement avec tous nos camarades, syndiqués ou non, et fixer à la majorité, **tous ensemble**, nos revendications et l'organisation de notre lutte pour les obtenir.

Seule aujourd'hui la grève voulue par les travailleurs peut arracher autre chose que des miettes de 2 ou 3 %, seule demain l'action des travailleurs eux-mêmes pourra abattre le pouvoir de ceux qui nous exploitent et le remplacer par **le pouvoir des travailleurs**.

## **Pour cela, nous proposons :**

Que dans chaque entreprise, toutes les décisions soient prises par une assemblée générale ou par des assemblées d'atelier, de département, de bureau.

Que pour exécuter ces décisions l'assemblée élise démocratiquement des **délégués**, pas pour un an ou six mois, mais uniquement **pour faire quelque chose de précis** : ces délégués ne seront pas des chefs, ils ne pourront pas faire autre chose que ce que les travailleurs leur ordonnent.

Que ces délégués prennent contact avec ceux des autres entreprises de la localité, de la région, du pays et des autres pays. C'est une réunion de délégués mandatés par les travailleurs qui doit coordonner la lutte pour le renversement des exploiters.

---

Nous savons que cela ne se fera pas en un jour. Nous ne croyons pas que tout d'un coup la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en organisant peu à peu les liaisons qui permettront aux travailleurs de se jouer des bureaucrates syndicaux et autres, **de coordonner eux-mêmes leur action**.

C'est ce travail que nous avons entrepris. Nous ne voulons pas constituer un nouveau syndicat ou un nouveau parti. Nous ne voulons pas devenir des dirigeants. Nous appelons les travailleurs qui sont d'accord sur ces positions à prendre contacts les uns avec les autres **pour lutter plus efficacement**.

Nous sommes à leur service pour les aider dans la lutte commune.

**Groupe de Liaison pour  
l'Action des Travailleurs  
(G. L. A. T.)**

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX<sup>e</sup>.